



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 05/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARP CENTRE EST**

306 Chemin de la Croix Saccard  
71000 Mâcon

Références : CP/MB/2025/C\_120  
Code AIOT : 0005401072

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement SARP CENTRE EST implanté rue des Frères Lumière ZI Sud - Les bouttières 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées qui prévoit que les sites à enjeu soit inspectés au moins tous les 3ans.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP CENTRE EST
- rue des Frères Lumière ZI Sud - Les bouttières 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401072
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SARP CENTRE EST de Mâcon est un centre de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux collectés auprès de ses clients ou issus de ses opérations d'assainissement et de curage de réseaux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déchets dangereux et trackdéchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Demande d'action corrective	2 mois
4	Protection contre la foudre - Dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Protection contre la foudre - Vérification des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Comptabilité des stocks de déchets présents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	2 mois
7	Cuves de stockage - Inspection visuelle	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 8.3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyen de lutte contre l'incendie - Ressource en eaux	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Entretien et vérification des	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	moyens d'intervention		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été amenée à constater:

- 2 non-conformités concernant la protection contre la foudre, l'exploitant n'étant pas été en mesure de fournir les justificatifs de l'installation et de la vérification de dispositifs de protection,
- 1 non conformité concernant les inspections visuelles semestrielles des cuves de stockages mises à la disposition d'un collecteur d'huiles usagées,
- 1 non conformité quant l'accessibilité de l'état des stocks (cuves d'huiles usagées).

Par ailleurs, la non-conformité à la prescription de l'autorisation du site relative à la ressource en eaux pour lutter contre l'incendie n'a pas pu être levée. L'exploitant attendait la visite du SDIS prévue dans les deux jours suivants l'inspection pour évaluer la solution qu'il a retenue. A ce stade et en attente du compte-rendu de la visite du SDIS, il n'est pas proposé de suites à cet écart.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <p>-la quantité par nature du déchet ;</p> <p>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</p> <p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement génère ou expédie plus de 2 tonnes par an de déchets dangereux. Il s'agit</p>

presque exclusivement de déchets liquides contenant des hydrocarbures (mélange de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs, fonds de cuves...).

L'exploitant déclare la quantité de déchets dangereux générés ou expédiés dans le registre des émissions de polluants et des déchets mis en place par le ministère en charge des installations classées (GEREP). La déclaration comporte les renseignements requis.

Les quantités de déchets générés et expédiés déclarées en 2023 et 2024 sont du même ordre de grandeur (quantité admise : 1212 tonnes en 2023 et 1285 tonnes en 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Déchets dangereux et trackdéchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité déchets dangereux

### **Prescription contrôlée :**

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

- 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

III. [...] La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

### **Constats :**

L'exploitant enregistre dans trackdéchets les données constitutives de son registre déchets concernant les déchets dangereux.

L'examen de la "fiche établissement" accessible aux inspecteurs (fiche synthétique du registre trackdéchets) et de la déclaration GEREP 2024 a soulevé les remarques suivantes :

- la quantité théorique de déchets présents sur le site (calcul trackdéchets) est largement supérieure à la quantité réelle présente et aux capacités de stockage du site,
- certains déchets semblent provenir d'origines lointaines (région parisienne, Bretagne...) alors qu'ils ont été collectés sur des chantiers "locaux" d'après les bordereaux de suivis de déchets émis.

L'exploitant n'a pas pu apporter d'explication à ces anomalies lors de l'inspection.  
Il a indiqué qu'il allait se rapprocher des gestionnaires de l'outil pour identifier d'éventuelles erreurs de remplissage des bordereaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournira des explications aux anomalies constatées dans les données le concernant issues de trackdéchets, et mettra en cohérence les éléments déclarés et les éléments présents sur site sous 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Entretien et vérification des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la précédente inspection l'exploitant n'avait pas présenté de procédure de vérification périodique de la réserve d'eau d'incendie de 16 m3 présente sur le site.  
L'inspection du 14/05/2025 a permis de constater que l'exploitant avait complété la fiche des contrôles internes périodiques par la vérification mensuelle de cette réserve selon 7 points de contrôle.  
Les contrôles sont tracés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Protection contre la foudre - Dispositifs de protection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de

L'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b>  L'analyse du risque foudre et l'étude technique ont été réalisées en 2015. Lors de l'inspection l'exploitant ne disposait pas de justificatifs de l'installation de dispositifs de protection. Il n'a pas pu préciser quelles suites avaient été réservées à l'étude technique et si des dispositifs de protection avaient été installés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de l'installation des dispositifs de protection contre la foudre prévus par l'étude technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Protection contre la foudre - Vérification des dispositifs de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter de justificatif de la vérification des dispositifs de protection. Il n'a pas pu préciser si des dispositifs de protection contre la foudre avaient été installés et s'ils étaient vérifiés. En l'absence de justificatifs, il est constaté une non-conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant adressera les derniers comptes-rendus de vérification des dispositifs de protection contre la foudre.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Comptabilité des stocks de déchets présents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'est pas équipé de pont bascule.</p> <p>Les déchets présents sur le site sont des déchets liquides stockés en cuves ou en benne.</p> <p>Les 3 cuves et les 2 bennes de stockage des déchets gérées en propres par l'exploitant (eaux hydrocarbonnées...) sont équipées de sondes de niveau permettant de connaître la quantité de déchets présente. Le niveau des cuves est consultable à distance à tout moment (vérification effectuée en salle lors de l'inspection).</p> <p>Ce n'est pas le cas des cuves de stockage des huiles usagées utilisées par un collecteur agréé. L'accès à la quantité stockée nécessite de prendre l'attache du responsable de cette entreprise. Il est considéré une non-conformité dans la mesure où cette information n'est pas accessible à tout moment.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures permettant de connaître à tout moment la quantité d'huiles usagées présente sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Cuves de stockage - Inspection visuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 8.3
--



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les 6 cuves aériennes de 30 m <sup>3</sup> de liquides en vrac sont compatibles avec la nature des déchets qui y sont stockés. Elles sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et une vidange complète des véhicules. Elles sont équipées d'un dispositif de mesure des niveaux. Leur forme est conçue pour permettre un nettoyage facile. Chaque cuve a une affectation précise et clairement identifiée. [...] L'exploitant procède à une inspection visuelle des cuves au moins deux fois par an
<b>Constats :</b>  L'affectation de l'ensemble des cuves est identifiée.  L'exploitant réalise l'inspection visuelle des 5 cuves/bennes qu'il utilise pour son activité mais pas des 2 cuves dédiés au stockage des huiles usagées utilisées par SEVIA collecteur agréé. Il est relevé une non-conformité. L'exploitant s'assurera que les 2 cuves dédiées au stockage des huiles usagées font l'objet d'une inspection visuelle au moins semestrielle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires au contrôle semestriel des 2 cuves dédiées au stockage des huiles usagées et à la traçabilité de ces vérifications.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Moyen de lutte contre l'incendie - Ressource en eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Constat précédent</u>  Le poteau incendie n°571 situé à moins de 100 mètres de l'entrée du site ne pouvait fournir que 52 m <sup>3</sup> /h malgré les travaux menés par le gestionnaire du réseau en 2020, soit 104 m <sup>3</sup> . L'exploitant s'est doté d'une réserve d'eau d'incendie de 16 m <sup>3</sup> pour disposer de la ressource prévue par son arrêté d'autorisation compte tenu de l'insuffisance du réseau d'adduction d'eau. <b>Cependant, l'aménagement de ce point d'eau incendie n'était pas conforme à la prescription qui prévoit un poteau incendie délivrant 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures à une pression dynamique de 1 bar ou une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>. L'ensemble ne répondait pas aux préconisations de l'arrêté</b>

DECI (volume, prise d'eau). Par ailleurs, la réserve n'avait pas fait l'objet d'une reconnaissance opérationnelle par le service d'incendie et de secours. Il avait été demandé à l'exploitant de solliciter le SDIS71 pour s'assurer du caractère conforme et opérationnel de ce point d'eau incendie.

**Constats :**

L'inspection a permis de constater que la situation était inchangée.

L'exploitant a indiqué qu'il avait organisée une visite avec le SDIS prévue deux jours suivants l'inspection.

L'inspection constate toujours une non-conformité à la prescription "ressource en eau" de l'arrêté d'autorisation du site.

A ce stade et dans l'attente du retour du SDIS sur le caractère suffisant et opérationnel de la solution mise en oeuvre par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite à cet écart.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection des installations classées le compte-rendu de la visite du SDIS. Le cas échéant, il indiquera les mesures qu'il prévoit pour se conformer à l'avis rendu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois